



Doc. 12514

02 février 2011

La diversification de l'énergie, un intérêt économique commun à toute l'Europe

Proposition de résolution

déposée par M. Kimmo SASI et d'autres membres de l'Assemblée

Cette proposition n'a pas été examinée par l'Assemblée et n'engage que ses signataires

L'Assemblée a répété à maintes reprises qu'il importe de diversifier les sources d'énergie, les technologies de ce secteur et les voies d'approvisionnement, mais aussi d'économiser l'énergie, de faire de bons choix d'investissement et de mieux coordonner les politiques de l'énergie en Europe. C'est ce qu'elle a réaffirmé dans sa [Résolution 1774 \(2010\)](#) intitulée : « *Renforcer la sécurité énergétique de l'Europe en utilisant davantage le gaz naturel liquéfié* ».

L'Union européenne a mis les questions liées à l'énergie en tête de ses priorités, que ce soit par le biais de la proposition de la Commission européenne d'une stratégie européenne à moyen terme de l'énergie : « *Energie 2020 : stratégie pour une énergie compétitive, durable et sûre* » ou du Conseil européen spécial de février 2011 sur la stratégie européenne de l'énergie, qui doit marquer la Présidence hongroise de l'Union européenne.

Nous sommes pleinement conscients des efforts déployés par l'Union européenne dans le domaine de l'énergie et nous nous en félicitons. Cependant, nous pensons aussi que le débat ne devrait pas se limiter aux 27 Etats membres de l'Union. Nous sommes d'avis qu'une politique européenne commune de l'énergie est indispensable dans l'intérêt commun. Il est donc essentiel que le Conseil de l'Europe participe pleinement à l'élaboration de la stratégie européenne de l'énergie, d'autant plus qu'il compte parmi ses Etats membres des pays de production, de transit et de destination de l'énergie.

Il faudrait intensifier les efforts pour moderniser les infrastructures et les interconnexions énergétiques afin de renforcer la diversification de l'Europe dans le domaine de l'énergie. Nous proposons donc une étude approfondie et transparente et un débat au niveau de l'Assemblée parlementaire pour donner à cette question une dimension réellement paneuropéenne.

Signé (voir au verso)



*Signé*¹:

SASI Kimmo, Finlande, PPE/DC
CILEVIČS Boriss, Lettonie, SOC
FISCHEROVÁ Jana, République tchèque, GDE
GARDETTO Jean-Charles, Monaco, PPE/DC
HÄGG Carina, Suède, SOC
HAIBACH Holger, Allemagne, PPE/DC
HERKEL Andres, Estonie, PPE/DC
HÜBNER Johannes, Autriche, NI
HUSKOWSKI Stanisław, Pologne, PPE/DC
KANDELAKI Giorgi, Géorgie, PPE/DC
KIURU Krista, Finlande, SOC
KORKEAOJA Juha, Finlande, ADLE
KÜHNEL Franz Eduard, Autriche, PPE/DC
LAAKSO Jaakko, Finlande, GUE
LAUKKANEN Markku, Finlande, ADLE
NYKIEL Mirosława, Pologne, PPE/DC
PAPADIMITRIOU Elsa, Grèce, PPE/DC
PETRENCO Grigore, République de Moldova, GUE
POURBAIX-LUNDIN Marietta, de, Suède, PPE/DC
POURGOURIDES Christos, Chypre, PPE/DC
SCHUSTER Marina, Allemagne, ADLE
UKKOLA Tuulikki, Finlande, PPE/DC
VAREIKIS Egidijus, Lituanie, PPE/DC

1. ADLE: Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe
GDE: Groupe démocrate européen
GUE: Groupe pour la gauche unitaire européenne
PPE/DC: Groupe du Parti populaire européen
SOC: Groupe socialiste
NI: non inscrit dans un groupe